



Une année pour célébrer l'Église universelle

Comme le soulignait le président du Défap, Joël Dautheville, à l'occasion de la 9^e assemblée générale de la Cevaa en octobre 2016, « on ne peut pas être Église tout seul. Ce qui est important, c'est d'être Église avec les autres ». Une dimension que la célébration de l'année de l'Église universelle, lancée officiellement fin octobre à Strasbourg, donne l'occasion de redécouvrir.

L'année de l'Église universelle a été solennellement lancée par l'UEPAL le 31 octobre, lors d'un culte au Temple Neuf à Strasbourg. Parmi les partenaires ou institutions internationales qui ont été ou sont liés à l'UEPAL, cette année 2021-2022 est riche d'anniversaires : le Défap – service protestant de Mission a célébré ses 50 ans en 2021, tout comme la Cevaa – communauté d'Églises en Mission. La Société des Missions Évangéliques de Paris, qui leur avait donné naissance, aurait elle-même eu 200 ans en 2022. L'Action chrétienne en Orient va fêter son centenaire.

Mais derrière cette célébration, il y a bien plus qu'une conjonction de dates et d'anniversaires. Il s'agit de regarder au-delà des frontières trop longtemps fermées pour cause de contraintes sanitaires, au-delà d'un quotidien qui semble inciter au repli. Il s'agit de se souvenir, qu'au-delà de l'Église locale et de ses défis, il y a un horizon qui nous appelle. Le perdre de vue serait renoncer à une dimension fondamentale de l'Église et limiter son témoignage.

Le but premier du Défap : la relation entre Églises

Il peut sembler ambigu de célébrer l'Église universelle à travers des institutions, qui sont par nature humaines. Il ne s'agit pas de les sacraliser, mais de les reconnaître pour ce qu'elles sont : des outils -des outils avec leurs forces et leurs faiblesses, les limites inhérentes à toute création humaine et avec la bonne volonté de celles et ceux qui les manient ; **des outils amenés à évoluer en fonction des contextes et des défis, pour préserver la vision commune qui a motivé leur mise en place. Cette tension entre le visible et l'invisible, entre institutions humaines et projet divin, entre « être du monde » et « être dans le monde », tous ces outils, qui représentent autant de groupes humains travaillant dans un même but et animés d'une même espérance, y sont confrontés.**

Le but premier du Défap, c'est précisément la relation entre Églises, au près comme au loin. C'est ce qui justifie son existence et toutes ses actions. Quand on connaît le



Le pasteur Enno Strobel le 31 octobre, lors du culte au Temple Neuf.

© UEPAL

Défap, c'est souvent à travers son activité d'envoi de volontaires ou de pasteurs, ou alors à travers les projets qu'il soutient, plus rarement à travers son soutien aux centres de formation théologique de diverses Églises, ou à travers l'accueil de boursiers. Et il est encore plus rare de se représenter ses activités comme étant inscrites dans un réseau. C'est pourtant ce réseau qui permet de comprendre le mieux ce qu'est le Défap. Ses actions, il ne les mène pas seul, mais en lien avec ses Églises membres, avec ses partenaires, avec des plateformes ; avec l'Église protestante unie de France et avec l'UEPAL, avec la Cevaa et avec toutes les Églises au sein desquelles il soutient des projets.

Voilà ce qu'il s'agit de montrer à travers ce dossier consacré au Défap, dans le cadre de l'année de l'Église universelle : une Église qui témoigne – par l'exemple plus que par la parole ; une Église où les liens invisibles tâchent de trouver des concrétisations visibles dans des lieux, des partenariats et des actions ; une Église qui accueille, qui construit, qui relie, qui s'engage, qui dialogue, qui nourrit et qui aide à mieux vivre ensemble.



Accueillir : le Défap et les « couloirs humanitaires »

Le projet des « couloirs humanitaires », reconduit en octobre dernier, permet à nombre de partenaires issus du monde des Églises d'aider des réfugiés ayant tout perdu en Irak ou en Syrie. Un réseau dont fait partie le Défap.



Groupe de réfugiés accueillis en France. Soledad Andúe, envoyée du Défap pour la FPF, est la deuxième à droite.

© Défap

Une Église qui accueille, voilà qui sonne comme une évidence. L'accueil est, avant tout, une injonction biblique. L'exhortation « Persévérez dans l'amour fraternel », par laquelle débute le chapitre 13 d'Hébreux, est immédiatement suivie d'un appel à ne pas négliger l'hospitalité. Paul, Pierre, Jean : tous, dans leurs lettres, font référence à cette nécessité. Elle est à replacer, bien sûr, dans le contexte de l'amour fraternel, à une époque où les premiers chrétiens constituaient de petites communautés dispersées et souvent menacées. Elle est aussi à rapprocher du droit d'asile, que l'Église des premiers siècles n'a certes pas inventé, puisqu'il existait dès l'Antiquité, mais auquel les Pères de l'Église ont donné des bases théologiques.

Si accueillir reste une nécessité aujourd'hui, les enjeux ont changé. Il ne s'agit plus seulement d'accueillir les exclus à la porte des temples. La perception des distances n'est plus la même : de Paris à Beyrouth, où s'entassent des réfugiés fuyant la guerre de Syrie, il n'y a qu'un peu plus de 4 heures d'avion. Et pour aller à Lampedusa, symbole des tensions aux frontières européennes, il suffit d'une escale et d'un peu plus de 6 heures de vol.

Le rôle des envoyés du Défap au Liban

La création des « couloirs humanitaires » répond précisément à ces enjeux nouveaux. Depuis 2017, date de la signature en France du premier accord sur leur mise en place, un peu plus d'un demi-millier de Syriens ou d'Irakiens fuyant la guerre ont pu être accueillis dans notre pays - un dispositif récent, mais qui a fait ses preuves. Il a été reconduit au mois d'octobre par le biais d'une nouvelle convention signée par les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur avec la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération de l'entraide protestante (FEP). **Grâce à ces « couloirs humanitaires », au cours des trois prochaines années, ce sont 300 réfugiés ayant fui leur pays et actuellement installés dans des camps au Liban qui pourront être accueillis.**

Pour leur venir en aide, il faut tout un réseau international et œcuménique et des intervenants pour se charger des procédures, de l'accompagnement, de l'accueil et du suivi en France. Dans cet ensemble qui associe de nombreux partenaires, notamment protestants, le Défap apporte son aide au



Le camp de Chatila, au Liban, où intervient également André Soledad.

© André Soledad pour le Défap

Liban même, Soledad André, chargée de mission de la FEP, qui accompagne à Beyrouth les réfugiés dans le cadre de ce programme, qui aide à monter leurs dossiers et qui les accompagne dans l'avion jusqu'à leur arrivée à Roissy, est une envoyée du Défap depuis 2018, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Elle a été rejointe récemment par une autre envoyée du Défap, pour tenir compte à la fois de l'augmentation du nombre des personnes à accompagner et des difficultés de la FCEI (Fédération des Églises évangéliques italiennes, partenaire et porteuse du projet des « couloirs humanitaires » au Liban) à continuer le financement du projet et donc la continuité de la permanence de l'équipe à Beyrouth. **Cette question du financement et de la permanence de l'équipe se pose avec d'autant plus d'acuité, que le projet ne bénéficie d'aucun soutien public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent.**

Les « couloirs humanitaires » ont conquis leur légitimité

Pour comprendre comment un tel réseau s'est constitué, il faut revenir à 2016, en Italie. Cette année-là, plus de 5000 migrants tentant d'atteindre les côtes européennes étaient morts en Méditerranée. Chaos libyen, embarcations fragiles et surchargées par les passeurs, multiplication des voyages pour tenter de contourner la surveillance des garde-côtes italiens : autant de facteurs qui avaient fait de 2016 une année particulièrement meurtrière – avec en outre une série de drames fortement médiatisés, qui avaient créé un choc au sein des opinions publiques européennes. La provenance de ces naufragés venus mourir en Méditerranée, les « routes de l'exil » entre lesquelles ils avaient dû choisir, dessinaient une géographie de la fuite et du malheur jusqu'alors inconnue du

grand public, dans laquelle les guerres dans des pays comme l'Irak ou la Syrie se traduisaient par des mouvements de populations allant vers la Jordanie, les camps du Liban, voire jusqu'en Afrique du Nord. La seule réponse des politiques européennes a été la fermeture des frontières.

C'est d'abord au sein de la Communauté catholique de Sant'Egidio qu'était née l'idée des « couloirs humanitaires ». Ses juristes spécialistes du droit des étrangers avaient su utiliser les textes européens pour imaginer un dispositif destiné prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables : enfants et familles monoparentales, patients en attente de soins urgents, personnes en butte à des persécutions. Il avait été mis en place en association avec la FCEI et l'Église vaudoise, membre de la Cevaa - **une opération rendue possible non seulement par l'engagement des Églises qui avaient décidé de le prendre en charge, mais aussi grâce à l'appui de bénévoles et d'associations se chargeant d'accueillir les réfugiés et de les aider à s'intégrer au sein de la société italienne.**

Devant le succès de cette initiative, le modèle devait être repris dès l'année suivante en France, par le biais d'un protocole d'entente signé à l'Élysée et associant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se retrouvaient dès lors accueillis légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux : des collectifs et des hébergements pour lesquels se mobilisaient nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap.

Aujourd'hui, les « couloirs humanitaires » ont conquis leur légitimité. Ils sont devenus un symbole d'une Église qui accueille.



Construire : le Centre Martin-Luther-King à La Réunion

Pour des Églises qui veulent porter leur témoignage dans la société, l'ancrage dans un lieu bien identifié, qu'il s'agisse d'y célébrer des cultes ou d'y mener des activités diaconales, est un enjeu fort de visibilité. Exemple avec le Centre Martin-Luther-King de l'Église Protestante de la Réunion, construit avec le soutien financier du Défap.



Inauguration du Centre Martin-Luther-King de l'Église Protestante de la Réunion

© Cevaa

Les glissements sémantiques se révèlent souvent riches de sens. C'est le cas pour le mot «église». Si, pour la plupart de nos concitoyens, il désigne un édifice religieux, l'étymologie nous montre qu'il s'agit avant tout d'un groupe humain : provenant du grec *ekklesia*, le substantif «église» a été forgé à l'origine pour parler d'une assemblée. Un glissement qui oblige aujourd'hui à user de majuscules pour désigner «l'Église» en tant que groupe, mais qui souligne aussi le lien fort existant entre une communauté et le lieu où elle se réunit. Car c'est bien ce lieu qui assure sa visibilité dans la société, qui permet de réunir les participants à un culte, d'organiser les répétitions d'une chorale... C'est d'autant plus vrai pour des Églises en croissance et cherchant à accroître leur visibilité, comme à La Réunion.

Située dans l'Océan Indien à 700 km à l'est de Madagascar et à 200 km de l'île Maurice, l'île de la Réunion est un petit monde en soi. Non pas seulement par sa géographie spectaculaire et pleine de contrastes, modelée par le volcanisme et l'érosion d'un climat tropical, mais aussi par la diversité de sa population. Ses 872 000 habitants ont pour origines Madagascar, l'Afrique, l'Inde, la Chine, l'Europe... une diversité que l'on retrouve sur le plan religieux : l'île est à 85 % catholique, 7 % hindouiste, 2 % musulmane. Les protestants représentent moins de 1 % de la population et se répartissent entre évangéliques et luthéro-réformés.

«Le chemin a été long»

L'Église protestante de La Réunion (EPR) est membre de la Cevaa et de la Ceeefe. Elle est aussi membre de la Fédération Protestante de France et associée à l'Église Protestante

Unie de France. Elle rassemble environ 500 personnes. Cette communauté protestante réunionnaise fait partie des Églises de sensibilité luthéro-réformées présentes aux Antilles, en Guyane, à la Réunion et à Mayotte, que le Défap accompagne notamment en contribuant à financer des postes pastoraux, mais aussi à travers le soutien à des projets. Église jeune, implantée dans les années 1980 à Saint-Denis de la Réunion et soutenue pastoralement par l'aumônerie militaire avant de devenir autonome, **l'EPR a été pendant plus de 10 ans sans lieu de culte propre : c'est seulement en 1992 qu'elle a pu acquérir ses locaux**. Elle travaille aujourd'hui sur deux pôles, un à Saint-Denis dans le nord de l'île et un dans le sud, où a été construit le centre communautaire Martin-Luther-King, avec le soutien du Défap et de la Cevaa. Ce bâtiment polyvalent était pour elle un enjeu crucial de visibilité dans l'île.

L'inauguration administrative de ce centre, qui a eu lieu le samedi 20 novembre 2021 à Saint-Pierre de la Réunion et le culte de dédicace organisé le lendemain ont marqué une étape symbolique importante pour l'Église, mais aussi l'aboutissement d'un parcours difficile, **ce que n'a pas manqué de souligner le pasteur Célestin Kiki, Secrétaire Général de la Cevaa : «Le chemin a été long et parsemé d'embûches, mais le Seigneur a permis que le rêve devienne réalité...»**. Ce projet enfin concrétisé **«va permettre à l'EPR de rayonner sur l'ensemble de la Réunion»**. Il a par ailleurs porté un message de Joël Dautheville, président du Défap.

Cette construction, destinée notamment à accueillir des associations engagées dans l'action sociale, était un projet



◀ Inauguration du Centre Martin-Luther-King de l'Église Protestante de la Réunion.

▼ De gauche à droite : les pasteurs Charles Bossert et Christophe Cousinié, Perle Ravoninjato, ancienne Présidente du Conseil Presbytéral de l'EPR, le pasteur Célestin Kiki, Secrétaire Général de la Cevaa, Nomena Ralibera, nouveau trésorier de la Cevaa, la pasteure Caroline Cousinié et Michel Bertrand, conférencier.



© Cevaa

porté par toute la communauté de l'EPR depuis le début des années 2000. Mais l'Église protestante de La Réunion, qui ne comptait alors qu'une seule paroisse et des moyens financiers limités, a dû passer par des phases nombreuses de révision du projet et de recherche de partenaires financiers. Le Défap a été présent tout au long de ce processus.

Relier : le Défap et l'Église protestante évangélique de Djibouti

Pour des Églises placées dans des contextes où le christianisme est minoritaire, le lien avec un réseau plus large est essentiel. Le Défap y contribue. Un exemple en est l'Église protestante évangélique de Djibouti, qui a donné lieu à la diffusion d'un documentaire sur France 2 en décembre.



Une cérémonie de remise de diplômes se prépare dans le temple de l'Eped.

© Défap, mars 2019

Depuis sa création en 1971, le Défap s'inscrit dans un réseau d'Églises, au sein desquelles il joue le rôle de facilitateur pour permettre de réaliser des projets, des échanges de personnes... - autant d'actions qui ont avant tout pour but d'entretenir des relations entre Églises par-delà les distances géographiques et culturelles. Cet aspect de relations entretenues au sein d'une communauté est tout particulièrement important pour des Églises qui sont minoritaires dans leur pays, comme la petite Église de Djibouti, officiellement désignée sous le titre d'Eped (Église protestante évangélique de Djibouti).

L'histoire du Défap de sa création aux célébrations de son cinquantenaire en 2021 et ses actions concrètes, à travers l'exemple des relations avec l'Église Protestante Évangélique de Djibouti, est à la base du documentaire qui a été diffusé dimanche 12 décembre sur France 2, dans le cadre de l'émission Présence protestante : « *Le Défap, 50 ans au service des Églises en Mission - L'Église protestante évangélique de Djibouti* » ; un film réalisé par Pierre Vella, que vous pouvez retrouver en replay sur le site du Défap.

L'Eped, une situation historique unique

À Djibouti, l'islam est religion d'État depuis 1992. La liberté religieuse est garantie par la constitution, mais le prosélytisme est découragé par les autorités. La plupart des chrétiens présents dans ce petit pays d'un peu plus de 23 000 km², frontalier de l'Érythrée, de l'Éthiopie et de la Somalie, appartiennent en majorité soit à l'Église catholique romaine, soit à l'Église éthiopienne orthodoxe. Officiellement, le protestantisme est exclusivement représenté par l'Eped (Église protestante de Djibouti), héritière d'une situation historique unique, qui l'amène à accueillir une très grande diversité confessionnelle. À l'origine, elle avait été créée par l'aumônier des troupes françaises stationnées à Djibouti. La construction du temple ● ● ●

Une année pour célébrer l'Église universelle

● ● ● proprement dit avait eu lieu en 1962. **Le chantier avait été rendu possible grâce à la bienveillance du gouverneur de l'époque et grâce au soutien de l'Assemblée Territoriale, à majorité musulmane, qui avait apporté le terrain. Le chantier avait aussi bénéficié de l'aide financière du FIDES (Fonds d'Investissement et de Développement Économique et Social – des fonds publics donc) et des Églises réformées de France.**

Après le référendum d'autodétermination de 1977 et la naissance de la République de Djibouti, les bâtiments devaient devenir officiellement propriété de la Ceeefe, mise en place par la Fédération Protestante de France précisément pour s'occuper des Églises créées par des Français à l'étranger, pendant que le Défap assumait la responsabilité de cette paroisse unique.

Aujourd'hui, l'Eped est une Église qui croît. Elle accueille des chrétiens de différents pays (Éthiopie, France, Burundi, États-Unis et autres) et de différentes branches du protestantisme. Elle bénéficie tout à la fois de la forte croissance économique de Djibouti et de sa situation stratégique à la Corne de l'Afrique, qui en fait un lieu de passage et un enjeu incontournable. Fait révélateur : l'activité portuaire est le premier secteur économique du pays. Mais l'Église se situe dans un contexte fortement instable : instabilité de la politique intérieure de Djibouti, qui sur le plan extérieur entretient des relations complexes à la fois avec la France et les États-Unis ; inégalités sociales criantes, dénoncées à la fois par l'Église et

les ONG et aggravées par une forte immigration du fait des conflits au Yémen et en Érythrée ; forte mobilité des membres mêmes de l'Église, dont peu restent à Djibouti plus de trois ans.

Pour cette communauté aussi diverse que fluctuante, le soutien du Défap est crucial : par les chantiers qu'il permet d'entreprendre, tout d'abord : celui de la rénovation du temple et du centre de formation, qui s'est étalé sur plus d'une dizaine d'années. Elle a donné une visibilité inédite à



Culte d'inauguration du temple de Djibouti et d'installation du pasteur Pierre Thiam, le 6 novembre 2017.

© Ceeefe, Défap

cette communauté protestante au sein de la société djiboutienne ; par les partenariats qu'il rend possibles. Aujourd'hui, ce centre est reconnu par les autorités djiboutiennes pour son expérience dans la formation des jeunes en général et des jeunes en situation de handicap en particulier. Il y a donc toute une communauté qui vit derrière ces bâtiments, avec un pasteur, Pierre Thiam, issu de l'Église luthérienne du Sénégal et envoyé du Défap, qui sait tenir compte de la grande diversité des origines des paroissiens.

S'engager : le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti, créée sous l'égide de la Fédération protestante de France et dont la coordination administrative est assurée par le Défap, est un défi à la fatalité. Aujourd'hui encore, en dépit d'un pays qui sombre tout entier, elle permet d'agir sur place et de garder les liens avec le protestantisme haïtien.

Il y a des lieux dont le regard se détourne, tant les difficultés y semblent insurmontables : c'est le cas d'Haïti. Catastrophes naturelles à répétition, délitement politique, effondrement économique, emprise des gangs... on pourrait croire à une terre maudite. Pourtant, les plaies d'Haïti, plus nombreuses que les plaies d'Égypte, ont pour l'essentiel une origine bien humaine. Si l'île est placée à la frontière entre les plaques tectoniques des Caraïbes et de l'Amérique du Nord, sous la menace de séismes récurrents (le dernier date du 14 août 2021), ce sont les constructions anarchiques et trop fragiles qui rendent ces tremblements de terre aussi meurtriers. Si Haïti est dans la région des cyclones, c'est la défo-

restation qui provoque des glissements de terrain et torrents de boue lors des tempêtes. Si les denrées de base manquent, si l'inflation explose, empêchant de plus en plus d'Haïtiens de se nourrir, si le carburant fait défaut, si les nuits de Port-au-Prince sont rythmées par les échanges de coups de feu, c'est le résultat de décennies de corruption et d'alliances contre-nature entre politiques et groupes armés.

À travers tout le pays, l'ONU recense près de 170 gangs, qui se livrent à une guerre permanente pour défendre ou conquérir des territoires. Ils sont près d'une centaine dans la seule capitale Port-au-Prince, et ils contrôlent un tiers de la ville. Plus nombreux, mieux armés que la police, ils sont



Des enfants dans un camp pour personnes déplacées à Port-au-Prince, Haïti.

© ONU / Sophia, Paris

capables de faire fuir même le cortège du Premier ministre. Ils multiplient les enlèvements pour se financer. Les étrangers sont particulièrement ciblés. Les kidnappeurs n'hésitent pas à réclamer jusqu'à un million de dollars de rançon par tête. Mais les attaques de lieux de culte et les enlèvements de pasteurs, les balles perdues blessant des élèves en plein cours dans leur salle de classe, les barrages et les scènes de guerre civile entre gangs rivaux font en réalité partie du quotidien. Une situation invivable, qui a fait 20 000 de déplacés depuis juin dans la région de Port-au-Prince et qui a affecté 1,5 millions de personnes.

Des partenaires de la Plateforme Haïti présents sur place

Ce naufrage de tout un pays ne suscite dans cette région du monde que peu de solidarité. Or, l'absence de réaction des pays voisins, les réfugiés refoulés aux frontières, sont un blanc-seing donné aux gangs. Dans ces conditions plus que difficiles, il est pourtant possible d'agir. Les partenaires de la Plateforme Haïti s'y emploient.

Cette Plateforme, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la Fédération protestante de France

et dont la coordination administrative est assurée par le Défap, est un défi à la fatalité. Créée à la suite du passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike), elle a été particulièrement active en 2010, au moment du tremblement de terre qui a fait plus de 230 000 morts. Aux côtés du Défap, on y trouve des partenaires comme la Mission Biblique, La Cause, le SEL (Service d'Entraide et de Liaison), ADRA-France. Grâce à elle, la solidarité peut trouver rapidement des canaux pour s'exprimer.

C'était le cas en 2010. Ça l'est encore aujourd'hui, en dépit des gangs. L'UEBH (Union Évangélique Baptiste d'Haïti), partenaire haïtien de la Mission Biblique, a pu fournir une aide financière d'urgence aux familles les plus touchées par le tremblement de terre du 14 août 2021. Elle a aussi appelé, du 30 octobre au 2 novembre, à trois journées de jeûne et de prière à travers l'ensemble de ses Églises pour la situation générale du pays. Présente sur place, ADRA-Haïti a été parmi les premières ONG à intervenir dans les zones touchées par le séisme, distribuant de l'aide en évitant les axes de circulation contrôlés par les gangs. La Fondation La Cause, qui travaille depuis une dizaine d'années avec 8 orphelinats haïtiens, a noué un partenariat avec ADRA-France pour envoyer une aide financière, de façon à permettre la distribution de produits de première nécessité (eau potable, kits alimentaires, kits d'hygiène et tentes), ainsi que le déploiement d'infirmières bénévoles et d'agents de santé communautaire et la mise en place d'une clinique mobile.

Si la crise haïtienne est multiforme, les Haïtiens ont avant tout besoin qu'on ne les oublie pas. ● ● ●



© Mission Biblique

Distribution de fonds aux victimes du séisme du 14 août à l'Église MEBH à Maniche.

Dialoguer: Karen Smith et l'islam

Pasteure en terre d'islam, Karen Smith est à la fois aumônier de l'université Al Akhawayn d'Ifrane et présidente de l'Église Évangélique au Maroc (EEAM). Soutenue par le Défap, elle vient régulièrement en France, plaider la cause du dialogue interreligieux. En 2022, elle sera en tournée en Alsace-Moselle.

Depuis longtemps proche du Défap, qui soutient son ministère au Maroc, Karen Thomas Smith effectue de manière régulière des visites en France pour y évoquer auprès des Églises françaises son expérience de l'interreligieux. C'est ce qu'elle fera de nouveau courant 2022, qui lui donnera l'occasion d'animer une conférence au Défap avant d'effectuer une tournée en Alsace-Moselle. Née dans une famille baptiste du Kentucky (USA), ayant eu la volonté dès son plus jeune âge de se consacrer au pastoral, elle est aujourd'hui aumônier de l'université d'Ifrane, au Maroc. Elle est également présidente de l'EEAM, Église membre de la Cevaa, dont les membres d'origines très diverses font cohabiter des branches très différentes du protestantisme.

À son arrivée au Maroc, Karen Smith ignorait tout de l'EEAM: elle était venue dans ce pays avant tout pour trouver un lieu où exercer son ministère sans être séparée de son mari, professeur en informatique. C'est ainsi qu'ils avaient appris, en 1995, l'existence d'un projet du roi Hassan II de créer de toutes pièces un campus à l'américaine au milieu des montagnes du Moyen Atlas: l'université Al Akhawayn d'Ifrane, née de la volonté du souverain hachémite de former une élite marocaine ouverte aux échanges internationaux et d'éviter la «fuite des cerveaux». Versant religieux de cette volonté d'ouverture, le campus devait être doté de sa mosquée, de son église et de sa synagogue. Dans un pays où l'islam est religion d'État, mais dont la constitution garantit le libre exercice des cultes – subtil équilibre entre reconnaissance des autres religions et refus du prosélytisme – Ifrane se veut donc dès l'origine lieu de dialogue.



Karen Thomas Smith
dans le jardin du Défap.

© Défap

Lire la Bible et le Coran

À l'université Al Akhawayn, Karen Smith met progressivement en place des ateliers de lecture biblique où se retrouvent les étudiants catholiques, protestants, et orthodoxes venus sur le campus dans le cadre des échanges inter-universitaires. La lecture du Coran n'en est pas absente, et il arrive que des étudiants musulmans y viennent aussi. La cause du dialogue islamo-chrétien, année après année, fait des adeptes. Ses étudiants créent un club, l'«*Interfaith Alliance Club of Al Akhawayn University*». Ils vont ensemble à la rencontre des moines trappistes de la communauté de l'Atlas, à Midelt – une petite communauté issue de Tibhirine, en Algérie, tout comme ils vont à la rencontre de sheikh Sidi Hamza al-Qâdiri Boudchich, une figure très populaire du soufisme.

Progressivement se nouent des liens avec l'EEAM, une Église, qui, en 2002, n'avait que deux pasteurs pour dix paroisses. «*C'est Jean-Luc Blanc, alors président de cette Église, qui a fini par me recruter pour donner un coup de main*», témoigne Karen Smith. Voilà comment, six ans après son arrivée au Maroc, Karen Smith a été reconnue comme pasteure au sein de l'EEAM. Puis, il a fallu trouver le moyen de former de jeunes pasteurs sur place: c'est ainsi que s'est développé le projet de l'Institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa, en lien avec l'Église catholique, avec, là encore, une approche unique du dialogue entre le christianisme et l'islam. Outre les étudiants de divers pays qui y viennent, l'institut permet désormais à l'EEAM d'avoir ses propres pasteurs formés au Maroc. ■

Une Église qui nourrit, une Église qui aide à vivre ensemble

Retrouvez d'autres aspects des actions du Défap, en lien avec cette thématique de l'Église universelle, dans le carnet de solidarité 2022 de l'UEPAL:

● Une Église qui nourrit: soutenez les projets «*Des jardins pour nourrir Bangui*»,

«*Microcrédits pour femmes en grande précarité en République démocratique du Congo*»,
«*Microcrédits pour femmes en grande précarité*»

● Une Église qui aide à vivre ensemble: soutenez le projet «*Relations et développement durables au Burundi*»